

Marianne Thyssen

«Les Français doivent savoir qu'on a été courageux pour l'Europe sociale»

LES PHRASES CLÉS

«Les gens ont pour d'être - ou de voir leurs enfants se retrouver - parmi les 'perdants'. Comment éviter cela? En s'organisant!»

«[Sur la directive détachement], il y avait une fracture entre l'Est et l'Ouest. Je vois qu'on est en train de la réparer et j'ai de bonnes raisons d'espérer qu'on va y arriver.»

INTERVIEW

FRÉDÉRIC ROHART

Il y a les candidats qui la défendent corps et âme et ceux qui au contraire en ont fait leur cible privilégiée. L'Europe n'est pas une invitée surprise de la campagne présidentielle française, mais le fait que deux des quatre candidats les mieux placés soient prêts à en découdre avec ses traités - voire à se lancer dans l'aventure d'un Frexit - donne à ce scrutin une dimension périlleuse. L'une des portes d'entrées favorites des candidats «souverainistes», c'est la directive sur les travailleurs détachés: au point que Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon se sont affrontés en direct dans un match sur le mode «qui est le plus fervent opposant du détachement». Il se trouve précisément que c'est le plus gros dossier de la commissaire à l'Emploi Marianne Thyssen, qui s'inquiète des discours de replis qu'elle entend. Elle nous a reçus vendredi dans ses bureaux du Berlaymont, à Bruxelles.

Est-ce que vous suivez la campagne française?

Nous avons mis à l'agenda la présentation d'un vrai grand paquet social mercredi prochain. Je souhaitais en parler, expliquer à l'avance de quoi il s'agit et expliquer où on en est en matière sociale.

Cet ensemble de propositions sociales tombe entre les deux tours de la présidentielle, faut-il y voir une manière pour la Commission de dire aux Français: regardez, cette Union européenne est sociale? Sans aucun doute! Mais je veux souligner que le social a toujours été là. Si on regarde ce qu'on a fait depuis les années 1960, on a toujours été pionniers sur certains dossiers - l'égalité entre hommes et femmes, la protection des gens sur leur lieu de travail, le fonds social européen pour aider les gens à trouver un emploi... Et c'est dans les gènes de cette Commission: dès le début on a dit que notre

mission est que l'Europe soit plus sociale. On a lancé beaucoup de choses. Et notamment la proposition sur le détachement des travailleurs...

Le détachement, c'est un sujet de la campagne française...

Oui, mais on en a fait un outil marketing.

Certains candidats veulent supprimer la directive détachement, d'autres la réformer. Vous avez proposé un projet de réforme pour aligner le salaire des travailleurs détachés sur celui des travailleurs locaux. Il est dans les limbes?

Non. Mais ça ne se fait pas en une journée. Il faut du temps, des négociations, surtout pour un sujet comme celui-ci, tellement sensible. On savait à l'avance que ça allait créer des soucis, surtout dans les pays de l'Est. Ils l'ont montré en activant leur «carte jaune» (une procédure par laquelle des parlements nationaux tentent d'invalider une proposition de la Commission au prétexte qu'elle dépasse ses compétences, NDLR). Les gens en France doivent savoir qu'on a résisté! On a été très courageux en osant proposer cette réforme - nos prédécesseurs ne l'ont jamais fait.

Ca aura été jusqu'ici le grand combat de votre mandat...

Oui, c'était un combat au début surtout. Il y avait une fracture entre l'Est et l'Ouest. Je vois qu'on est en train de la réparer et j'ai de bonnes raisons d'espérer qu'on va y arriver. Je me suis beaucoup investie dans ce dossier.

Comment?

Je voyage, je vais partout, j'explique aux parlementaires nationaux, aux ministres, aux partenaires sociaux... On a répondu à chaque question des États membres qui sont contre la révision de cette directive en leur expliquant pourquoi on le fait. On leur montre qu'on les respecte, parce qu'ils ont considéré cette proposition comme un manque de respect vis-à-vis d'eux. On leur explique: un de nos principes est l'équité, et pour nous il est juste que deux personnes qui font le même travail dans un lieu donné aient le même salaire. Et que toutes les règles à respecter vis-à-vis d'un travailleur local soient respectées aussi vis-à-vis d'un travailleur détaché.

Pour les élections françaises, c'est trop tard, mais quand pensez-vous que cette réforme va pouvoir aboutir?

J'espère que les États membres vont trouver un accord sous la présidence maltaise (avant le 30 juin donc, NDLR), ce qui permettra d'engager les négociations avec le Parlement

européen. Les gens doivent comprendre que ça prend du temps. Mais on n'a pas modifié la proposition, on continue à se battre parce qu'on trouve que c'est juste.

Les extrêmes ont une visibilité inédite en cette veille de premier tour, notamment en raison de la percée du candidat d'extrême gauche, qui veut imposer au forceps une Europe paternaliste au risque de la briser. Est-ce que l'Europe est trop molle en matière sociale?

L'Europe n'est pas seule compétente sur les questions sociales: les compétences sont divisées, on travaille avec les États membres. La sécu est exclusivement aux mains des États membres. Les salaires idem...

Je comprends les gens qui disent qu'on a besoin de plus d'Europe sociale, j'en suis!

Parce qu'on a des mutations très rapides - mondialisation, digitalisation, vieillissement - qui bouleversent le marché du travail. Ce sont des problèmes qu'on a dans tous les États membres, donc il vaut mieux chercher des solutions ensemble. Certains disent: «Il faut plus plus plus plus.» On peut faire plus, bien sûr, mais on doit le décider ensemble. On a besoin des États membres!

Dans nos colonnes, le ministre-président wallon Paul Magnette plaiderait en février pour que l'Union impose des standards sociaux élevés aux États membres pour réduire la concurrence interne entre les travailleurs. Quitte à ce que certains pays en concluent qu'il vaut mieux pour eux suivre la voie ouverte par les Britanniques...

«On fait ceci sinon vous pouvez vous en aller», c'est vite dit. Mais je serais très prudente parce qu'avec cette logique on va finir avec un repli sur soi. Pour une économie qui dépend de l'exportation, le résultat sera le contraire de ce qu'on veut: ça va nous appauvrir, ça va nous donner moins de moyens et à moyen terme ce sera un désastre.

Aujourd'hui, nous sommes grands, 500 millions d'habitants. On a une économie très importante, on a encore une voix dans le monde. Si on s'organise bien, on peut être entendus. Mais on voit que la croissance ailleurs est plus élevée qu'en Europe, notre population est en train de dégringoler, donc relativement on devient de plus en plus petits. Si on ne se renforce pas, ça veut dire qu'on s'affaiblit et qu'au final on va subir la mondialisation alors qu'on doit tout faire pour la maîtriser, être autour de la table et avoir une voix décisive.

Donc le repli sur soi, ce n'est pas une bonne idée. Ce qu'on veut, c'est une convergence vers le haut en Europe. C'est le but du socle européen des droits sociaux que nous

présenterons mercredi (et dont L'Echo a dévoilé le contenu en primeur, NDLR): avoir un instrument pour pouvoir évaluer les prestations de la politique de l'emploi et sociale des États membres avec une série d'indicateurs. On a des principes pour mieux s'organiser au niveau social, pour avoir une convergence vers le haut, pour pouvoir la mesurer. Et au niveau politique européenne on va utiliser tous les instruments à notre disposition - législation, coordination, fonds - pour les suivre.

Entre l'extrême droite et l'extrême gauche, la campagne française vous fait-elle craindre la remise en cause du principe européen de «l'économie sociale de marché»?

Quelle est l'alternative? Que du social? Ou

plus de social? Il faut faire une tarte pour pouvoir la distribuer. C'est une vieille image. On ne peut pas avoir un paradis social sur un désert économique. Les gens ont peur d'être - ou de voir leurs enfants se retrouver - parmi les «perdants». Comment éviter cela? En s'organisant! On a un train social qui est toujours sur les voies ferrées du XX^e siècle. On doit regarder s'il ne faut pas changer de voies pour continuer de faire avancer le train dans le sens où l'on veut qu'il aille. Pour cela il faut réfléchir. C'est ce qu'on fait avec le pilier social: nous fabriquons notre boussole, les principes qui doivent nous guider.

Nous aussi on voit les problèmes. Et on ne peut pas les résoudre seuls, on doit le faire ensemble avec les États membres, les partenaires sociaux. Mais avec ce cadre de réfé-

rence, on va regarder ce qu'on peut faire ensemble. Comment ça va se traduire en pratique? Personne ne le sait pour l'instant.

Quel est l'enjeu central de cette campagne pour vous?

J'espère que la France continuera d'être un partenaire actif, qui pourra toujours former un axe avec l'Allemagne, parce que c'est dans l'intérêt de tous les Européens. Je suis contente qu'il y ait de grands pays, l'un du côté latin, l'autre du côté germanique, qui cherchent des accords. Ça a toujours fait avancer l'Europe.

Si vous étiez Française, pour qui voteriez-vous?

Le meilleur! J'ai une idée très claire là-dessus, je la garde pour moi mais j'espère que c'est le meilleur qui va gagner!

«J'espère que la France pourra toujours former un axe avec l'Allemagne, parce que c'est dans l'intérêt de tous les Européens.»